
Radiographie d'un coup d'état : juillet 1936

Josefina Cuesta

**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/siecles/2352>

DOI : 10.4000/siecles.2352

ISSN : 2275-2129

Éditeur

Centre d'Histoire "Espaces et Cultures"

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2004

Pagination : 81-98

ISBN : 2-84516-282-0

ISSN : 1266-6726

Référence électronique

Josefina Cuesta, « Radiographie d'un coup d'état : juillet 1936 », *Siècles* [En ligne], 20 | 2004, mis en ligne le 10 octobre 2014, consulté le 12 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/siecles/2352> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/siecles.2352>

RADIOGRAPHIE D'UN COUP D'ÉTAT : JUILLET 1936

« La seule façon connue de réduire les incertitudes est de s'informer. Ne nous faisons pas d'illusions. Rien n'est plus difficile. D'abord, on en est réduit à l'observation, car l'expérimentation est rarement possible en sciences humaines. Ensuite, on n'observe pas les hommes et les groupes humains comme les choses [...] L'humanité, elle, résiste activement. Tous les hommes cachent une partie de leurs pensées, dissimulent certaines de leurs actions, et, consciemment ou inconsciemment, tendent à donner d'eux-mêmes une certaine image, généralement embellie [...] La ruse et le calcul escamotent les faits »¹.

La dimension internationale de la guerre civile a suscité une abondante bibliographie². Néanmoins, la répétition des coups d'État en Espagne et en Amérique latine a incité à revenir sur le mécanisme des coups d'État, et, dans l'Espagne de juillet 1936, sur l'évolution des événements qui se déroulèrent entre le déclenchement du *pronunciamiento* et sa transformation en guerre civile. Les chancelleries étrangères sont un bon poste d'observation pour connaître la perception de la réalité immédiate qu'eurent les contemporains. La production et la circulation d'informations étant une des clés des relations internationales, quels moyens d'information

1. Jean-Baptiste DUROSELLE, *Tout empire périra. Théorie des relations internationales*, Paris, 1992, p. 91.

2. Une importante bibliographie dans *Bibliografías de la Historia de España*. n°7. *La guerra civil (1936-1939)*, Madrid, 1996. J. A. BLANCO, « Historiografía francesa sobre la guerra civil » dans Jean-René AYMES, Mariano ESTEBAN (dir.), *Francia en España, España en Francia. La historia de la relación cultural Hispano-Francesa (Siglos XIX y XX)*, Salamanque, 2003, p. 231-262. Voir aussi Jean-Marc DELAUNAY, « Orígenes históricos y determinantes de la actitud francesa hacia la España de 1936 », et Ricardo MIRALLES, « La política exterior de la República española hacia Francia durante la guerra civil » dans le dossier « España y Francia, en la paz y en la guerra : 1914-1945 », *Historia Contemporánea*, n° 10, p. 15-50.

3. Archives du ministère des Affaires étrangères, France, « Europe 1918-1940. Espagne 1930-1940 » (abréviation : AMAÉ-F), « Événements de l'Espagne », Commissariat spécial d'Hendaye. Hendaye, le 16 juillet 1936, dossier (abréviation : d.) 168, f° 33.

utilisaient les diplomates français ? Quels sont parmi ceux-ci les plus fiables et comment les diplomates français les interprétaient-ils ?

« Les événements d'Espagne »

La confusion des premiers jours

Tandis que le coup d'État se préparait, le Commissariat général à Hendaye ne semblait guère inquiet à court terme dans les informations qu'il livrait à la Direction de la Sûreté

« On a beaucoup parlé ces temps derniers de coup d'État fasciste. Des opinions averties (même de droite) ne croient pas à cette sorte de tentative car, malgré le nombre toujours croissant de fascistes, l'organisation reste sans chef. De plus, l'armée, indispensable à une entreprise de ce genre, ne semble guère offrir de garantie (officiers mis à part). Quant à la police, sa loyauté est acquise à la République. Si un mouvement de cette nature n'est pas à prévoir momentanément, il faut s'attendre dans les jours qui vont suivre à des réactions isolées, disséminées, mais violentes. Les esprits sont surexcités et ne semblent guère susceptibles d'écouter les conseils de sagesse que prodigue le gouvernement »³.

Tout en qualifiant la situation d'« inquiétante » et malgré les rumeurs, le commissaire à Hendaye considérait que les risques de coup d'État semblaient s'être dissipés provisoirement. Il prévoyait en revanche une crise gouvernementale et de graves perturbations sociales.

Quarante-huit heures ne s'étaient pas écoulées depuis ce rapport quand le chargé d'affaires à Saint-Sébastien, Jean Herbette, téléphona à M. Charvériat au Quay d'Orsay dans la matinée du 18 juillet. Il ne bénéficiait malheureusement d'aucune information officielle ni officieuse et se fondait uniquement sur des rumeurs durant ces premières heures du soulèvement militaire. « Des renseignements de source particulière, également transmis de Madrid par le même informateur et par le même moyen, indiquent que le mouvement séditieux aurait

de nombreuses ramifications »⁴. Il exposait ensuite le plan des rebelles qui lui avait été communiqué : la marche sur Madrid par trois colonnes, l'une venue du Maroc, l'autre du nord (Pampelune, Vitoria, Burgos) et la dernière de l'est (les Baléares et Barcelone).

« Le bruit courait ensuite, dans la soirée d'hier à Madrid, qu'une centaine d'officiers se seraient soulevés à Burgos. J'ai traversé cette ville dans l'après-midi d'hier et je n'avais rien remarqué d'anormal dans l'attitude des officiers qui circulaient, comme d'ordinaire, dans le quartier des casernes »⁵. Cette première information paraissait se confirmer quand il put contacter Madrid au milieu de l'après-midi du 18 : « on me dit que tout est calme dans la capitale [...], par la route, on n'a rien observé d'anormal, ni à Burgos, ni à Vitoria, deux villes où l'on racontait qu'il y avait eu des soulèvements militaires ». Ces nouvelles étaient corroborées par un voyageur qui avait cependant observé à Burgos « quelques troupes dans les rues, mais sans indice de rébellion »⁶. Rien à Vitoria. Le représentant français paraissait soulagé en confrontant l'information téléphonique directe de Madrid avec celle des témoignages auxquels s'ajoutait celle du commandant militaire de Saint-Sébastien qui, fidèle au gouvernement, était informé que rien ne s'était passé à Pampelune. Il était alors 18 h 45. Dans de telles conditions, il était possible de confirmer selon lui « en ce qui concerne la Péninsule la note rassurante » diffusée par le ministère de l'Intérieur depuis Madrid.

Le représentant français n'en resta cependant pas là et poursuivit sa quête d'informations dans la soirée. Il rencontra Santiago Alba, ancien président des Cortes. Ce monarchiste réformiste le conforta dans ses impressions rassurantes. Bon connaisseur de la vie politique espagnole, il pensait que la Marine resterait fidèle à la République.

Le destin du soulèvement militaire se joua entre la nuit du 18 et la journée du 20, alors que les communications téléphoniques et presque toutes les communications télégraphiques, tant privées qu'officielles, étaient coupées entre Madrid et le Pays Basque. Jean Herbette recourut alors à ses sources d'informations habituelles : témoins, rumeurs et nouvelles. « Un voyageur du Sud-Express avait observé depuis le train que Valladolid et Burgos étaient passées sous le contrôle des autorités militaires » ; « le

4. AMAÉ-F, Télégramme de Jean Herbette au ministère des Affaires étrangères (abréviation : MAÉ), Saint-Sébastien, le 18 juillet 1936, 14h20, d.198, f° 3.

5. *Ibid.*, f° 2.

6. AMAÉ-F, Télégramme de Jean Herbette au MAÉ, Saint-Sébastien, le 18 juillet 1936, 18h45, d.168, f° 6.

7. *Ibid.*, Saint-Sébastien, le 20 juillet 1936, d.168, f° 24.

8. *Idem.*

9. *Ibid.*, f° 25.

10. *Ibid.*, f° 26.

11. AMAÉ-F, Dépêche de l'Agence « Unione Tunis », le 20 juillet 1936, 18h53, d.168, f° 30.

drapeau jaune et rouge de la monarchie » flottait là-bas⁷. Les autorités officielles confirmaient et complétaient l'information du voyageur : huit provinces étaient passées aux mains des militaires. Les vainqueurs en Navarre étaient en possession d'un émetteur de radio que l'on pouvait entendre jusqu'au Pays Basque. La bataille des ondes avait commencé. La radio annonçait les projets connus dès le 16 par le commissaire : « les forces militaires de Navarre, de Vitoria et de Burgos sont disposées à marcher sur Madrid »⁸. À Saint-Sébastien, des automobiles réquisitionnées arborant le drapeau rouge sillonnaient les rues, occupées par des jeunes gens armés de fusils de chasse et de revolvers : le même genre de « forces armées » gardent les nombreux barrages qui s'échelonnent entre Saint-Sébastien et la frontière »⁹. L'information n'est ensuite guère optimiste : « Il est toujours à craindre », « Les pronostics sont pessimistes », « en prévision d'une telle éventualité » [c'est-à-dire l'affrontement armé], « il n'y a aucune trace de pouvoir gouvernemental », « cette anarchie ne pouvait continuer », « le Front populaire reste maître de la situation mais son pouvoir ne s'étend que », « l'ensemble donne une impression comprise entre le désordre et le désarroi ». Le diplomate craignait surtout que l'intensité de l'affrontement ne donne lieu à l'apparition d'une masse de réfugiés fuyant l'une ou l'autre menace. La France étant la destination immédiate de tels flots, il suggéra aux autorités françaises de donner des instructions pour les accueillir le cas échéant, « mais dirigés vers le centre ou le nord de la France »¹⁰.

Les nouvelles qui arrivaient d'Italie au Quai d'Orsay contribuaient à noircir encore la situation. Une dépêche de l'Agence « Unione Tunis » reçue dix minutes après le télégramme antérieur confirmait les nouvelles arrivées de Saint-Sébastien : « La révolte espagnole est entrée dans une phase dramatique »¹¹. Le gouvernement qui dominait encore à Madrid était prisonnier des troupes qui assiégeaient la capitale.

Berlin, Lisbonne

Berlin constituait un autre poste d'observation privilégié. Les nouvelles étaient contradictoires le 21 juillet et même les journaux observaient : « à l'heure actuelle il est impossible de se faire une idée

exacte de la situation véritable »¹². La même information que celle qui avait été diffusée par l'agence de Tunis parvint dans l'après-midi du 21 : l'insurrection semblait l'avoir emporté dans les colonies et dans tout le sud de l'Espagne et était prête désormais à occuper Madrid. La position du gouvernement était qualifiée de « désespérée ». Dans la matinée du 22, les dépêches tendaient à décrire une situation qui penchait au contraire en faveur du gouvernement qui contrôlait solidement Madrid et Barcelone, alors que le général Franco, que l'on présentait comme « le chef de l'insurrection », pensait trouver refuge à l'étranger¹³. L'information allemande prêtait une grande attention aux mouvements monarchistes et certains assimilaient déjà l'insurrection à une lutte contre le bolchevisme : « le *Lokal Anzeiger* déclare que l'on comprend très bien l'indignation des milieux militaires qui verraient leur pays glisser vers le bolchevisme et il prétend que c'est la vie même de l'Espagne qui se joue en ce moment »¹⁴.

Lisbonne compléta les informations ce même 21 juillet dans l'après-midi. Désormais, les dépêches parlent des « événements d'Espagne ». L'intérêt était grand « au Portugal où la dictature verrait sans déplaisir disparaître le Gouvernement du Front populaire dans le pays voisin »¹⁵. L'ambassade espagnole ne semblait pas disposer de meilleures sources que l'ambassade de France dans la capitale portugaise. « À l'ambassade d'Espagne où je me suis renseigné, il m'a été répondu que les nouvelles étaient trop contradictoires pour que l'on pût se faire une idée claire de la situation »¹⁶. Cette constatation et la proximité du théâtre de l'insurrection accentuaient la sensation d'isolement total dont l'ambassadeur français se faisait l'écho non sans ironie : « Il ne suffit donc pas d'être à quelques lieues d'un pays en révolution pour savoir ce qui s'y passe »¹⁷.

À Berlin, la synthèse que l'ambassadeur de France réalisait le 22 juillet, à partir de la presse allemande, dessinait déjà bien le discours que la propagande nazie élaborait sur le conflit espagnol. L'information était centrée sur le projet expansionniste de révolution bolchevique au monde entier¹⁸. Elle passait sous silence les détails des événements espagnols pour exprimer son indignation face à l'attitude soviétique et affirmer qu'il s'agissait là du fait essentiel qui devait préoccuper tous les

12. AMAÉ-F, Télégramme de François Poncet au MAÉ, Berlin, le 21 juillet 1936, 10h35, d.168, f° 43.

13. *Idem*.

14. *Ibid.*, f° 44.

15. AMAÉ-F, Télégramme d'Amé-Leroy au MAÉ, Lisbonne, le 21 juillet 1936, 16h35, d.168, f° 45.

16. *Ibid.*, f° 46.

17. *Ibid.*, f° 44.

18. AMAÉ-F, Télégramme de François Poncet au MAÉ, Berlin, le 22 juillet 1936, 10h 30, d.168, f° 60.

19. AMAÉ-F, Télégramme de l'Agence télégraphique Radio-Paris, de Paris au casino de Deauville, le 23 juillet 1936, 18h50, d.168, f° 82.

20. *Idem*.

21. AMAÉ-F, Télégramme d'Amé-Leroy au MAÉ, Lisbonne, le 25 juillet 1936, 19h05, d.168, f° 110.

22. *Ibid.*, f° 118.

gouvernements et tous les peuples de la terre. L'opinion mondiale avait le devoir de se mobiliser contre le péril bolchevique, ce dont devaient se préoccuper la France et l'Angleterre, la première étant l'objet d'un plan futur de soviétisation. Le 22, l'Allemagne nazie avait ainsi élaboré tout son système de propagande au moment où « les événements d'Espagne » commençaient à être qualifiés de « guerre civile » dans les télégrammes qui circulaient en France¹⁹.

Le 23 juillet, le gouvernement français du Front populaire imposait la censure sur les nouvelles venant d'Espagne. Dans l'après-midi, l'Agence télégraphique Radio-Paris envoyait depuis le boulevard Haussmann au casino de Deauville des nouvelles venant de Londres et Gibraltar. L'information avancée par les Allemands était confirmée de Gibraltar : « On a généralement impression Espagne sera livrée guerre civile pendant plusieurs mois »²⁰.

Dans un Portugal aux aguets, Amé-Leroy, ambassadeur de France à Lisbonne, commençait à connaître des difficultés, malgré la discrétion officielle du gouvernement portugais. Le 25 en fin d'après-midi, il pouvait communiquer que : « Les événements d'Espagne sont suivis ici avec passion et les autorités aussi bien que l'ensemble de la population ne dissimulent [pas] leur sympathie pour le mouvement insurrectionnel »²¹. L'armée portugaise semblait elle aussi favorable aux insurgés. Elle eut l'occasion de le manifester après la mort du général Sanjurjo : « Quant à l'Armée, tacitement approuvée par le Gouvernement, elle a fait montre ouvertement de ses sentiments lors de la mort tragique du Général Sanjurjo »²². Le président de la République, le général Carmona, présentait ses condoléances à la veuve du général Sanjurjo tout en autorisant une grande manifestation politique à l'occasion des obsèques. La campagne en faveur des rebelles et contre le gouvernement était fondamentalement orchestrée par la radio, relayée et amplifiée par la presse. La vérité, surtout à la radio et dans la presse, ne franchissait pas la frontière, retenue par les groupes de pression, par l'armée et par la sympathie officielle pour les rebelles. L'opacité de la situation espagnole en était d'autant plus marquée chez son voisin le plus proche, d'où l'incertitude qui semblait dominer à l'ambassade de France mais aussi à l'ambassade d'Espagne. La

désinformation généralisée et les interprétations tendancieuses faisaient dire à l'ambassadeur de France à Lisbonne le 25 juillet 1936 : « Que se passe-t-il en réalité en Espagne ? »²³.

23. *Ibid.*, f° 119.

24. AMAÉ-F, Londres, le 27 juillet 1936, d.168, f° 138.

Londres

Le 27 juillet, l'ambassadeur de France à Londres parlait désormais de guerre civile. Les nouvelles du conflit occupaient les premières pages de la presse, mais seul le *Manchester Guardian* lui consacrait un éditorial. On y évoquait un mouvement antimarxiste mais nullement monarchiste. Cet éditorial, bien au fait des forces en présence et des problèmes de la situation espagnole, insistait, tout comme la majeure partie de la presse, sur le caractère interne, pour ne pas dire autochtone, du conflit espagnol. Derrière cet affrontement, ne se cachait pas une confrontation entre communisme et fascisme, comme l'affirmait l'information en provenance de Berlin, mais un conflit interne de classes et de pouvoir au sein de la société espagnole : « il faut y voir plutôt un conflit entre des militaires mécontents, une bourgeoisie inquiète, des partis du Front populaire qui veulent des réformes sociales et des factions rivales qui se disputent le pouvoir »²⁴.

L'accent porté sur la nature interne du conflit justifiait la posture de neutralité adoptée par le gouvernement britannique et les pressions qu'il exerçait sur le gouvernement français. L'information dans le *Daily Telegraph* portait sur cette dimension internationale : « la décision prise par le Gouvernement français d'adopter une attitude de stricte neutralité vis-à-vis de la guerre civile espagnole ». Ce journal ajoutait « que l'avis donné par M. Eden à M. Blum n'est pas resté sans influence sur l'attitude du Cabinet ». Le journal libéral *News Chronicle* insistait sur les risques et les menaces d'une intervention étrangère qui pourrait entraîner, par une réaction en chaîne, de nombreux États.

Les grands titres de la presse conservatrice se limitaient à évoquer l'évolution historique récente de l'Espagne pour y chercher les causes internes de la crise que traversait le pays, insistant sur ce qui sera pendant longtemps l'explication la plus répandue du déclenchement du

25. AMAÉ-F, Londres, le 29 juillet 1936, reçu par téléphone à 10 h 30, d.168, f° 179.

26. *Ibid.*, f° 180.

27. *Ibid.*, f° 181.

conflit : une révolte de plus parmi les révoltes endémiques qui affectent le pays, cette révolte étant provoquée par les fautes des gouvernements lors des dernières années. Cette explication rencontra un large écho en Espagne durant la période franquiste et est encore reprise par une certaine historiographie qui rend la II^e République responsable d'avoir déclenché, avec ses réformes et les révoltes populaires qu'elle ne réprima pas, une réaction en faveur de l'ordre. Fin juillet 1936, les journaux conservateurs britanniques « s'efforcent de répartir les responsabilités »²⁵. Le *Daily Telegraph* s'éloignait de cette vision duale d'un conflit entre communisme et fascisme, perspective qu'il attribuait aux généraux soulevés : « En effet, le fascisme est faible en Espagne et le gouvernement qui vient d'être attaqué, bien qu'appuyé par les socialistes, ne comprenait aucun socialiste ni aucun communiste parmi ses membres ». Il réduisait le soulèvement au projet des généraux d'instaurer leur pouvoir en Espagne, mais en doutant des chances de succès d'un tel projet. Il n'augurait pas une dictature brutale comme le faisait le *Times*, mais doutait des chances d'une heureuse sortie de crise : « Tant de sang a déjà coulé et tant de malheurs se sont abattus sur la Péninsule qu'un nouvel échec peut entraîner pour l'Espagne l'impossibilité de constituer aucun gouvernement durable »²⁶.

Le 29 juillet, la presse britannique percevait avec moins de clarté la question de la non-intervention. « Toute tentative d'intervention étrangère ne saurait qu'aggraver encore la violence du conflit » affirmait le *Telegram*. En revanche, le *Manchester Guardian* était de manière catégorique partisan d'une aide au gouvernement républicain espagnol. Sur un registre proche, le *Daily Herald* critiquait l'attitude de certains conservateurs britanniques qui « en dépit de leurs prétendues convictions démocratiques, n'hésitent pas à souhaiter le succès de la révolution fasciste en Espagne ». Le *News Chronicle* représentait la tendance opposée en publiant un entretien avec Franco, dans laquelle celui-ci se présentait comme le défenseur de la « civilisation occidentale en Espagne contre l'action de la propagande communiste et contre les auteurs de la révolution internationale »²⁷.

Parallèlement au premier télégramme cité venant de Londres, on reçut le 29 à Paris un télégramme chiffré à Prague le 27. L'information était la même que celle transmise d'Angleterre. La situation espagnole y était vue avec pessimisme et apparaissait la crainte que « la victoire de l'insurrection n'ait pour résultat de mettre ce pays sous l'autorité d'un Gouvernement de forme fasciste qui se rapprocherait de Rome et de Berlin ».

L'ambassadeur de France, Lacroix, tentait de rassurer les autorités tchèques en mettant l'accent sur les différences entre la France et l'Espagne et sur l'impossibilité d'un tel renversement du Front populaire en France. Il dessinait alors au ministre tchèque une image de l'Espagne sans nuance : « j'ai [mot illisible] remarquer que l'Espagne plus mauresque qu'européenne n'avait aucun rayonnement et que les conditions intellectuelles et matérielles du bas peuple espagnol n'étaient pas comparables à celles des ouvriers des autres peuples de l'Europe »²⁸.

À Prague, l'ambassadeur de France bénéficiait d'une autre source : l'ambassadeur d'Espagne. García Guijarro était le représentant de la loyauté républicaine d'un conservateur et de ses incertitudes. Membre de l'opposition, il avait proposé sa démission au gouvernement républicain quand eut lieu l'insurrection. Sans réponse précise, il s'apprêtait à se séparer de ses compagnons du corps diplomatique, non sans doutes : « le Ministre d'Espagne est venu me faire ses adieux, sans savoir d'ailleurs s'il partirait, le Gouvernement n'ayant pas répondu à son offre de démission ». García Guijarro ne croyait pas que le triomphe de l'insurrection pouvait conduire l'Espagne vers un gouvernement fasciste, car il pensait « qu'aucun homme ne dispose d'une autorité suffisante pour concentrer tout le pouvoir entre ses mains »²⁹.

Il ne croyait pas non plus à une restauration monarchique. Les informations parvenant de Prague s'avéraient très intéressantes et elles abordaient de nombreux points soulevés dans d'autres chancelleries. Seule la question de l'intervention y était absente. Il n'est pas étonnant que le ministère français l'ait transmise à toutes les chancelleries : « Londres,

30. J.-B. DUROSELLE, *Tout empire périra [...]*, op. cit., p. 95.

31. Note manuscrite : « Note pour l'audition du Ministre à la Commission des Affaires étrangères de la Chambre », 29 juillet 1936. AMAÉ-F, d.168, f° 195-199.

32. AMAÉ-F, « Note sur les événements révolutionnaires d'Espagne », « Note pour l'audition du Ministre à la Commission des Affaires étrangères de la Chambre », 29 juillet 1936, d.168, f° 195.

Rome, Bruxelles, Moscou, Belgrade, Bucarest, Saint-Sébastien, Lisbonne, Rabat, Tanger [ces deux derniers mots ont été barrés puis ajoutés à nouveau], Berlin, Varsovie ». Elle passa aussi à la section Afrique de la SDN. Était ainsi diffusée une image stéréotypée de l'Espagne pour bien marquer les différences entre les deux pays et leurs fronts populaires respectifs.

La synthèse nécessaire sur les événements d'Espagne : informer le pouvoir législatif

« Des renseignements quantitatifs, techniques et qualitatifs, il faut sans cesse tirer des synthèses. Celles-ci constituent, par leur approximation même, un travail qualitatif. Aussi doit-on tenir compte des éléments d'incertitude qu'elles comportent »³⁰.

Les questions posées par les événements d'Espagne appelaient une réponse pressante pour la France et le gouvernement français fut contraint de présenter un rapport en urgence à la Chambre des députés. Le ministère des Affaires étrangères avait préparé une première synthèse sur la situation espagnole avant la fin juillet³¹. Elle évoquait plusieurs points : origine du mouvement révolutionnaire, causes de la révolution, extension sur le territoire métropolitain, attitude du gouvernement de Madrid, activité déployée par le gouvernement légal, actions de la marine de guerre espagnole et évaluation des effectifs révolutionnaires. Aucune référence à l'égard de l'attitude du gouvernement français n'apparaissait.

L'information élaborée par le ministère débutait par des éléments sensibles pour la France : « La Révolution espagnole a pris naissance sur le Territoire marocain soumis au Protectorat du Gouvernement de Madrid ». Le rapport se poursuivait ensuite par une information nourrie sur l'évolution de l'insurrection sur le territoire africain : « La mutinerie qui semble avoir été préparée de longue date a rapidement gagné les garnisons [...] à Ceuta, Larache et Tétouan. C'est dire qu'elle s'est aussitôt étendue à la totalité de la zone marocaine espagnole »³². Le rapport évoquait

l'instigateur du mouvement, le général Franco, sans lui attribuer pour autant la possibilité d'une direction de l'ensemble de l'insurrection, malgré les nouvelles reçues dans ce sens. Parmi les causes de l'insurrection, on distinguait celles qui semblaient immédiates : l'assassinat de Calvo Sotelo qui avait « avancé la date de l'insurrection », et les causes profondes qu'avait évoquées la presse anglaise : le mécontentement de la classe des propriétaires, les « vives appréhensions » parmi les militaires et les fonctionnaires que suscitait la prochaine discussion aux Cortes sur la responsabilité des événements d'octobre 1934, la faible résistance de la classe ouvrière, affaiblie par les divisions internes des organisations syndicales. L'information d'Yvon Delbos était sans doute plus précise sur l'extension territoriale de l'insurrection à cette époque et il pouvait annoncer le triomphe de celle-ci au Maroc, aux Îles Baléares, aux Canaries et en Andalousie. Il présentait les généraux Goded et Queipo de Llano comme les instigateurs de l'insurrection dans ces zones. Au nord, celle-ci gagnait rapidement du terrain en « Navarre, une partie des provinces basques, la Galice, les Asturies, la Vieille-Castille, l'Aragon et la Catalogne ». Il nuancait la situation de la Catalogne (mais non celle des Asturies) où le « gouvernement légal » dominait à nouveau, mais l'information venant de Barcelone et de la frontière franco-catalane mettait en évidence qu'« il semble que les pouvoirs de la Généralité soient dans une certaine mesure limités et contrecarrés par les organisations communistes et anarchistes »³³. Le nouveau gouvernement Giral, qui « représente au point de vue politique des tendances légèrement moins avancées que celles du cabinet Quiroga »³⁴, avait commencé à prendre des mesures contre les insurgés. En premier lieu, il « a annoncé sa ferme intention de faire prévaloir la légalité républicaine sur les entreprises des factieux ». De plus, il contrôlait désormais Madrid, avec l'appui « de la garde civile et de la garde d'assaut [...], d'une milice composée d'ouvriers syndiqués, socialistes, communistes et anarchistes, équipés et armés par ses soins ». Il ne se limitait pas à résister et avait commencé une série d'opérations offensives qui semblaient donner des résultats. Rien n'apparaissait sur les relations avec l'extérieur, ni sur les demandes d'aide. Dans les navires où les officiers s'étaient rebellés contre la République, la troupe s'était retournée contre l'encadrement, les officiers

33. *Ibid.*, f° 196.

34. *Ibid.*, f° 197, ainsi que pour les deux citations suivantes.

35. *Ibid.*, f° 198.

36. AMAÉ-F, « Note pour l'audition du Ministre à la Commission des Affaires étrangères de la Chambre », 29 juillet 1936, d.168, f° 199. *Idem* pour les trois citations suivantes.

« ont été assassinés ou emprisonnés », rétablissant ainsi par la violence la fidélité au régime légal. Le ministre français annonçait cependant que les troupes de Franco avaient traversé le détroit de Gibraltar et qu'une « colonne révolutionnaire marchait actuellement sur Malaga »³⁵.

Le rapport du ministre Delbos faisait preuve d'une bonne connaissance de la composition des milices rebelles : « en dehors des troupes régulières mutinées, les effectifs révolutionnaires sont constitués par les milices carlistes, [...] les milices fascistes [...] et par les éléments de la garde civile et de la garde d'assaut qui se sont ralliés, dans les villes occupées par les rebelles, à la cause "nationaliste" ». Il était informé des forces politiques qui soutenaient l'insurrection : « la composition des forces révolutionnaires apparaît assez hétérogène [...] une très forte proportion de monarchistes : traditionalistes-carlistes, c'est-à-dire royalistes-légitimistes, et royalistes libéraux partisans de l'ex-roi Alphonse XIII ou de son fils Don Juan »³⁶. Il rappelait que : « Les trois chefs de la rébellion, à savoir : le général Franco, le général Queipo de Llano et le général Mola », avaient fait des professions de foi républicaines à plusieurs reprises. « Ils déclarent que la question du régime n'est pas en jeu et qu'ils se proposent seulement de mettre un terme à la propagande socialiste et communiste en établissant, sous la forme d'un Directoire militaire, un Gouvernement autoritaire auquel incombera la mission de rétablir l'ordre et de convoquer des Cortes chargés d'élaborer une nouvelle constitution ». Le ministre évoquait aussi la formation d'un embryon de gouvernement rebelle à Burgos, ajoutant : « Dans l'hypothèse où la rébellion l'emporterait, l'éventualité de dissentiments futurs entre les chefs du mouvement, notamment entre les généraux Franco et Mola, ne doit pas être exclue ».

Les dépêches parvenues des quatre coins de l'Europe et de l'Afrique du Nord avaient fourni des éléments pour une information précise et détaillée dans laquelle on s'intéressait davantage à l'identité et au potentiel des insurgés qu'aux vicissitudes du gouvernement qui continuait à susciter la méfiance à cause de la menace d'un débordement par les forces populaires, malgré la fermeté de l'action du cabinet Giral. Le regard de la France était centré sur l'Afrique du Nord et le Maroc, le maintien de la neutralité préoccupait à propos de Tanger. Rien ne transpire dans ce rapport

de l'exécutif au législatif sur les attermoissements du gouvernement français à propos des demandes d'aide reçues du gouvernement espagnol. Le rapport veut délibérément offrir un regard extérieur, dans un texte prétendant à l'objectivité, amassant le maximum d'informations, reproduites en des termes mesurés.

Les langages de l'insurrection

Dans la confusion qui entourait le soulèvement militaire, les mots faisaient leur chemin en tentant de définir une réalité que l'on essayait d'entrevoir au travers des tournures employées dans les messages d'information. Les termes utilisés pour désigner les événements expriment l'évolution de la perception de ces derniers dans les bureaux des diplomates de toutes les capitales européennes, toutes très attentives aux « événements d'Espagne ».

De l'absence de communication à l'information

Le début du soulèvement militaire hors de la Péninsule, la crise immédiate du gouvernement républicain, la période estivale et les conditions du coup d'État sont autant d'éléments qui accentuèrent les conditions facilitant la désinformation et le manque d'informations. Les agences et la presse s'en plaignaient dès les premiers moments. Il était alors impossible de communiquer avec le gouvernement républicain, comme avec la capitale espagnole à cause de l'interruption des liaisons téléphoniques et télégraphiques ainsi que des chemins de fer.

Malgré les difficultés pour trouver des informations, le 18, jour de l'insurrection et de la crise gouvernementale, le chargé d'affaires de la France à Saint-Sébastien envoyait toutes les deux heures des dépêches à Paris car il comprenait la gravité de la situation. Faute de mieux, il eut recours aux rumeurs, aux bruits, à un informateur venant de Madrid, à des témoins qui avaient voyagé de Madrid à Vitoria, en passant par Valladolid et Burgos. Il eut accès dans l'après-midi à l'information

37. AMAÉ-F, Télégrammes et dépêches d'ambassades, d.168, f° 1-3 et 6.

38. *Ibid.*, f° 25-26.

39. *Ibid.*, f° 43, 46, 57, 118v°, 137 et 179.

40. *Ibid.*, f° 118.

41. *Ibid.*, f° 43, 57 et 137.

42. *Ibid.*, f° 43, 57, 61, 110, 118v°, 140, 166, 179 et 44.

officielle du commandant militaire de Saint-Sébastien et à une note émanant du gouvernement de Madrid. Selon ces informations officielles et diplomatiques, l'insurrection se limitait au Maroc et aux Canaries et n'affectait pas la Péninsule. Les témoins et les voyageurs corroboraient cette information³⁷, mais des « rumeurs et bruits » évoquaient un soulèvement militaire à Burgos, Vitoria, Pampelune et Valladolid. Le lendemain, les nouvelles semblaient pleines d'espoir, mais Jean Herbertte commençait à douter : « Bien que les autorités officielles fassent ressortir tous les traits de la situation qui peuvent leur donner quelques espoirs, leur démoralisation est visible »³⁸. Une conclusion pouvait être tirée de l'expérience d'Herbette : l'information de « bouche à oreille » et surtout les rumeurs étaient ce qui s'approchait le plus de la vérité, alors que les témoignages visuels se trompaient, incapables de capter des situations plus ou moins cachées.

À partir du 21, la presse et les agences sont la source fondamentale de l'information ouverte en Grande-Bretagne, en Allemagne³⁹, malgré la désinformation occasionnée par la censure, mais aussi au Portugal. Peu après, à la guerre de la presse succèdera la guerre de la radio⁴⁰. Malgré les difficultés, l'utilisation de tous les types d'information dans les chancelleries européennes permit au ministère des Affaires étrangères de fournir une information la plus complète possible, comme on peut l'observer dans la synthèse préparée pour la Chambre des députés le 29 juillet.

« Les événements de l'Espagne »

La désinformation caractérisa les dix premiers jours. À partir du 21, les dépêches faisaient allusion aux « nouvelles d'Espagne », « nouvelles contradictoires »⁴¹, aux « événements d'Espagne » (dépêches du 22 de Berlin, du 22 et 25 de Lisbonne, du 28 d'Oslo et du 29 de Londres). L'ambassadeur François Poncet faisait référence dans une dépêche du 21 aux « troubles dont l'Espagne est le théâtre »⁴². Le concept de « guerre civile » commence à apparaître le 23 juillet dans une dépêche de l'Agence télégraphique Radio-Paris non touchée par la censure. L'expression est

moins utilisée dans le langage diplomatique, même si on la rencontre dans une dépêche de Londres du 27⁴³.

La complexité et la diversité avec lesquelles on définit le soulèvement sont plus grandes : de « révolte militaire », « révolte militaire du Maroc », « soulèvement », « sédition », « mouvement séditieux » à « le mouvement », « la rébellion », « la rébellion de Melilla », « l'insurrection »⁴⁴, puis à partir du 20 : « la révolte espagnole », « mouvement révolutionnaire de droite », « pays en révolution »⁴⁵, « mouvement insurrectionnel »⁴⁶. Les expressions faisant référence aux militaires dominant : « rebelles, officiers », « milieux militaires », « forces militaires insurgées »⁴⁷, « parti des militaires », « militaires révoltés », « insurgés »⁴⁸, « milices fascistes »⁴⁹.

Toute autre est la vision de ceux qui combattent en faveur de la République, c'est-à-dire du pouvoir légalement constitué. Jean Herbet évoque avec une certaine méfiance le caractère populaire des milices républicaines le 20 juillet à Saint-Sébastien : « les jeunes que l'on a imprudemment armés »⁵⁰. Plus loin, ils sont qualifiés d'« éléments de gauche »⁵¹, de « partis extrêmes », surtout les anarchistes, représentants de « l'esprit révolutionnaire »⁵². Les milices sont désignées avec plus de déférence dans le rapport élaboré par le ministère des Affaires étrangères à destination de la Chambre : « troupes populaires » ou « troupes et milices de Madrid »⁵³. Le reste de la population apparaît beaucoup plus rarement dans les dépêches.

Les acteurs de l'Histoire

Les changements de gouvernements entre le 18 et le 20 juillet font que l'on ne fait référence qu'à l'action et à la vigueur du gouvernement Giral dans les dépêches, même si le commissaire à Hendaye espérait le 16 qu'Indalecio Prieto remplisse cette fonction⁵⁴. Par la suite, l'image donnée du gouvernement républicain est toujours sombre et désespérée. Le 18, les pronostics sont pessimistes aux yeux de l'ambassadeur⁵⁵, on parle de « situation critique »⁵⁶, de « position désespérée »⁵⁷.

43. *Ibid.*, f° 137.

44. *Ibid.*, f° 43, 119, 139, 141 et 196.

45. *Ibid.*, f° 30, 45 et 46.

46. *Ibid.*, f° 110 et 180.

47. *Ibid.*, f° 1, 2, 25-26.

48. *Ibid.*, f° 57 et 61.

49. *Ibid.*, f° 45.

50. *Ibid.*, f° 25.

51. *Ibid.*, f° 61.

52. *Ibid.*, f° 119.

53. *Ibid.*, f° 197.

54. AMAÉ-F, « Europe 1918-1940. Espagne 1930-1940 », « Événements de l'Espagne », Hendaye, le 16 juillet 1936, d.168, f° 33.

55. *Ibid.*, f° 26 et 25.

56. *Ibid.*, f° 46.

57. *Ibid.*, f° 119.

58. *Ibid.*, f° 195 et 198.

59. *Ibid.*, f° 137.

En revanche, la situation des insurgés est rarement décrite sous de mauvais auspices. Le général Franco⁵⁸ est un des personnages qui apparaît le plus dans la documentation lors des premiers jours de l'insurrection, le « principal instigateur » dans le rapport ministériel à la Chambre, le dictateur possible dans quelques dépêches. On le cite aussi à d'autres occasions aux côtés de Queipo de Llano ou de Mola comme l'un des chefs des campagnes militaires. Seul l'ambassadeur de France à Lisbonne évoque le général Sanjurjo.

Indalecio Prieto est le plus connu et le plus apprécié des dirigeants républicains. Le rapport ministériel le présente comme le chef du syndicat socialiste, tandis que Largo Caballero, son véritable chef, est décrit comme la tête du syndicat communiste, ce qui illustre bien les images que renvoyaient ces deux hommes auprès du gouvernement français. Casares Quiroga et Martínez Barrio sont mentionnés comme d'éphémères chefs de gouvernement, le premier étant peu apprécié par l'ambassadeur de France. La documentation en provenance de Berlin évoque Alphonse XIII et son fils et héritier Don Juan en n'excluant pas une solution monarchique du conflit. En revanche, les dépêches de Prague qui traduisent l'opinion de l'ambassadeur espagnol républicain écartent cette hypothèse. Ainsi, peu de noms apparaissent dans la documentation diplomatique. Dans ce conflit espagnol, les sujets historiques collectifs prennent le pas sur les acteurs individuels de la guerre : les militaires, la Phalange et les fascistes face aux syndicats et partis de gauche sont ceux qui attirent l'attention des informateurs. Les fronts n'apparaissent pas, à la différence de quelques villes, en particulier Barcelone et Madrid qui occupent une place centrale.

Les dépêches diplomatiques ébauchent une recherche des causes du conflit qui doit beaucoup à la presse, en particulier à la presse anglaise. Deux grandes explications s'affrontent dès les premières heures. On insiste d'un côté sur les problèmes endogènes et sur la « révolution chronique »⁵⁹ qui affectent l'Espagne et qui font du conflit une affaire uniquement interne. Cette thèse est, comme nous l'avons vu plus haut, celle qui était défendue à Londres et relayée dans la presse conservatrice pour justifier la politique de non-intervention. Cette déformation de la réalité de l'insurrection militaire, sa dilution dans une supposée

crise chronique espagnole constituent la perspective privilégiée par les démocraties anglaise, française et tchécoslovaque qui refusent la version proposée par les généraux insurgés, version relayée par l'Allemagne et le Portugal. Dans cette deuxième explication, le conflit est présenté comme une lutte contre l'avancée du bolchevisme, une contre-révolution pour éviter une révolution qui dans les faits n'existait pas. Il fallait, selon les propos de Mola, libérer l'Espagne du marxisme, de la franc-maçonnerie et des internationales rouges⁶⁰. Dans d'autres occasions, les dépêches présentaient le conflit comme un affrontement général entre fascisme et communisme et évoquaient la croissante soviétisation de l'Espagne depuis le triomphe du Front populaire.

Si dominait l'hypothèse d'une sortie de crise sous la forme d'une restauration monarchique ou « d'une dictature militaire et fasciste »⁶¹, on n'excluait cependant pas la possibilité d'un triomphe du gouvernement légal, même si cette éventuelle victoire était assortie d'une crainte d'un déchaînement de violence. Les dictatures voyaient dans cette hypothèse l'avènement d'une révolution russe en Espagne et son extension possible à d'autres pays, possibilité que Prague n'écarterait pas non plus.

Conclusion

Alors que la faiblesse de l'émetteur, la confusion, la désinformation, l'opacité de l'information caractérisent les premiers jours de l'insurrection, les ambassadeurs français en poste dans les capitales européennes recourent à une pluralité de moyens d'information pour surmonter ces difficultés et la faiblesse du message reçu afin de fournir au ministère une information contrastée. Ce dernier réalisera une synthèse de la situation espagnole, qui tente de définir, nommer, identifier et situer les événements, les personnages, les causes et possibles conséquences. Malgré la spécificité de l'insurrection, les analyses usent des stéréotypes récurrents sur l'Espagne pour expliquer la situation : à l'image romantique passionnée s'ajoute celle d'un pays ingouvernable en situation de crise

60. *Ibid.*, f° 137 et 180.

61. *Ibid.*, f° 186.

politique chronique. L'intérêt particulier que manifestent les chancelleries à l'étranger pour les répercussions du conflit contraste avec le silence officiel qui s'abat durant ce premier mois sur les conséquences internationales de la guerre civile qui débute alors en Espagne.

Traduction de Jean-Philippe Luis